

No. 36558

**France
and
Georgia**

**Treaty of understanding, friendship and cooperation between the French Republic
and the Republic of Georgia. Paris, 21 January 1994**

Entry into force: 19 June 1999, in accordance with article 21

Authentic texts: French and Georgian

Registration with the Secretariat of the United Nations: France, 3 April 2000

**France
et
Géorgie**

**Traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la
République de Géorgie. Paris, 21 janvier 1994**

Entrée en vigueur : 19 juin 1999, conformément à l'article 21

Textes authentiques : français et géorgien

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : France, 3 avril 2000

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

TRAITÉ D'ENTENTE, D'AMITIÉ ET DE COOPÉRATION ENTRE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE DE GÉORGIE

La République française et la République de Géorgie,
- déterminées à développer des relations d'amitié et de coopération,
- convaincues de la nécessité de fonder leurs relations sur la confiance et sur le respect des valeurs universelles de liberté, de démocratie et de justice,
- reconnaissant la primauté du droit international dans les relations entre Etats,
- se fondant sur les objectifs et les principes de la Charte des Nations Unies,
- confirmant les engagements qu'elles ont souscrits dans le cadre de l'Acte final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe et de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe,
- conscientes de ce que l'avenir des rapports entre les deux Etats est indissolublement lié au renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Europe et en Asie,
- prenant en compte l'édification de l'Union européenne et la contribution de celle-ci à la construction d'une Europe pacifique et solidaire,
sont convenues de ce qui suit :

Article 1er

La République française et la République de Géorgie s'engagent à développer entre elles, dans tous les domaines, des relations de coopération fondées sur la confiance et l'intérêt mutuels. Elles favorisent l'entente et l'amitié entre les peuples français et géorgien.

Les deux Parties concluent, en tant que de besoin, d'autres accords pour mettre en application les dispositions du présent Traité.

Article 2

La République française et la République de Géorgie mettent en oeuvre leur coopération dans le cadre bilatéral ainsi que dans les enceintes multilatérales.

Attachées aux valeurs universelles de liberté et de démocratie, elle coopèrent pour la défense et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment au sein des organisations internationales compétentes,

Elles unissent leurs efforts en vue d'assurer la sécurité internationale et prévenir les conflits, et de garantir la primauté du droit international dans les relations entre Etats.

Article 3

La République française et la République de Géorgie tiennent des consultations régulières aux niveaux appropriés, afin d'échanger leurs vues sur leurs relations bilatérales ainsi

que sur les problèmes internationaux d'intérêt commun, en particulier sur des questions fondamentales concernant la sécurité et la coopération en Europe.

Dans ces domaines, les Parties s'attachent à harmoniser le plus possible leurs positions et, lorsque ceci leur semble nécessaire, mènent des actions conjointes ou concertées.

A cette fin, des rencontres au plus haut niveau sont organisées par accord entre les Parties. Les ministres des Affaires étrangères se réunissent au moins une fois par an.

Des réunions de travail entre représentants des Ministères des Affaires étrangères des deux Etats se tiennent en tant que de besoin.

Les autres membres des gouvernements des deux Etats se rencontrent en tant que de besoin pour traiter de questions d'intérêt commun.

Article 4

Au cas où surgiraient des situations qui, de l'avis d'une des Parties, créeraient une menace contre la paix, une rupture de la paix ou mettraient en cause ses intérêts majeurs de sécurité, cette Partie peut demander à l'autre que se tiennent sans tarder des consultations entre elles à ce sujet. Les Parties s'efforcent d'adopter une position commune sur les moyens de surmonter cette situation.

Article 5

La République française et la République de Géorgie se consultent au sein des organisations internationales dont elles sont membres, notamment de l'Organisation des Nations Unies, dans le but d'harmoniser le plus possible leurs positions lorsque ceci leur semble nécessaire et d'assurer la mise en oeuvre la plus efficace possible des décisions prises dans ce cadre.

Article 6

La République française s'engage à favoriser le développement de liens entre la République de Géorgie et les Communautés européennes.

Les engagements auxquels souscrit la République française dans les accords bilatéraux avec la République de Géorgie respectent les compétences des Communautés européennes et les dispositions arrêtées par leurs institutions.

Article 7

La République française et la République de Géorgie coopèrent étroitement dans le cadre de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe. Les Parties agissent de concert afin de renforcer ses institutions notamment sur le plan juridique, pour garantir la stabilité, la sécurité et l'Etat de droit sur le continent européen.

Elles favorisent en particulier l'adoption de principes susceptibles de contribuer à la prévention des conflits.

Les Parties coopèrent, entre elles et avec d'autres Etats intéressés, en vue de la conclusion d'un Traité de sécurité européenne.

Article 8

La République française souligne l'importance de l'édification de l'Union européenne qui prévoit la mise en oeuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, permettra de renforcer la coopération entre Etats européens et apportera une contribution essentielle à la stabilité du continent et du monde entier. La République de Géorgie en prend acte.

Article 9

La République française et la République de Géorgie, soulignant l'apport décisif des accords de désarmement à la sécurité européenne et internationale, soutiennent, dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la Coopération en Europe et plus particulièrement au sein du Forum de sécurité, le processus de désarmement, de renforcement de la confiance et de la sécurité, et de prévention des conflits.

Les Parties attachent une importance particulière aux mesures propres à éviter la prolifération des armes de destruction massive ainsi qu'au contrôle efficace sur les armes classiques et agissent à cette fin de manière concertée dans les instances internationales.

La République française prend acte avec satisfaction de la décision de la République de Géorgie d'être un Etat non doté d'armes nucléaires.

Article 10

La République française et la République de Géorgie développent et approfondissent leurs contacts dans le domaine militaire. Les Parties procèdent à cette fin, de manière régulière, à des échanges de vues sur leurs concepts de défense.

Elles favorisent les contacts entre ministères des Affaires étrangères et ministères chargés de la défense, ainsi qu'entre états-majors des armées des deux Etats.

Article 11

La République française et la République de Géorgie accordent une priorité particulière au développement de leur coopération dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie civile et de la recherche.

Article 12

La République française et la République de Géorgie développent une coopération en matière de formation des acteurs de la vie économique et sociale.

Chaque Partie s'efforce d'améliorer les conditions de l'activité sur son territoire des entreprises de l'autre Partie, en particulier en matière d'investissements directs et de protection des capitaux investis.

Les Parties favorisent l'échange le plus large possible d'informations économiques et assurent l'accès à ces informations des hommes d'affaires et des scientifiques des deux pays.

Dans la mesure de ses possibilités, la République française fournit à la République de Géorgie une assistance technique à la formation des cadres de l'économie destinée à favoriser le développement d'une économie de marché.

Article 13

La République française et la République de Géorgie favorisent la coopération entre les Parlements des deux Etats.

Article 14

Les Parties encouragent les liens directs entre collectivités territoriales des deux Etats, en particulier les jumelages entre communes, dans le respect des dispositions du présent Traité.

Les Parties facilitent la coopération entre les organisations politiques, sociales et syndicales des deux pays.

Article 15

La République française et la République de Géorgie renforcent leur coopération dans les domaines de l'enseignement, de la culture, de la science et de la technique.

Les Parties encouragent la création d'établissements culturels dans les deux Etats.

Chaque Partie s'emploie à mieux faire connaître à sa population les réalisations scientifiques, techniques et culturelles de l'autre Partie, et, dans ce but, facilite notamment la diffusion des livres et de la presse de l'autre Partie.

Chaque Partie s'efforce de donner à toutes les personnes intéressées, la possibilité d'étudier la langue, la culture, la littérature et l'histoire de l'autre Partie.

Pour assurer une meilleure compréhension entre les peuples de la République française et de la République de Géorgie les Parties développent leur coopération dans le domaine des médias.

Les Parties encouragent les contacts entre ressortissants des deux Etats, notamment entre jeunes Français et jeunes Géorgiens.

Elles encouragent également la coopération dans les domaines du sport et du tourisme.

Les Parties contribuent à l'élaboration de programmes communs fixant les axes prioritaires de leur coopération et de leurs échanges dans le domaine de la culture, de la science et de la technique et définissant les modalités pratiques de leur mise en oeuvre avec la participation des administrations compétentes des deux pays. Les Parties favorisent les contacts directs entre universités, écoles supérieures, centres de recherches et établissements culturels des deux Etats.

Article 16

La République française et la République de Géorgie, conscientes de l'importance de la protection de l'environnement, coopèrent de manière étroite dans ce domaine et s'engagent à favoriser le développement d'actions concertées aux plans européen et international.

Article 17

La République française et la République de Géorgie élargissent leur coopération dans le domaine consulaire.

Les Parties créent les conditions appropriées pour améliorer la circulation de leurs ressortissants entre les deux Etats.

Article 18

La République française et la République de Géorgie favorisent la coopération entre institutions judiciaires des deux Etats, en particulier en matière d'entraide judiciaire civile.

Les Parties organisent une coopération entre organismes chargés de la sécurité publique, notamment dans le cadre d'Interpol, pour la lutte contre le crime organisé, le trafic illicite de stupéfiants et la contrebande, y compris le trafic illégal d'objets d'art. Elles s'efforcent de mettre en oeuvre une coopération appropriée dans le domaine de la lutte contre le terrorisme international.

Article 19

La République française et la République de Géorgie mettent en oeuvre une coopération dans le domaine humanitaire notamment en favorisant les contacts entre les organismes compétents.

Article 20

Les dispositions du présent Traité n'affectent en rien les engagements des Parties à l'égard des Etats tiers et ne sont dirigées contre aucun d'entre eux.

Article 21

Le présent Traité sera soumis à ratification et entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification.

Le présent Traité est conclu pour une durée de dix ans. Sa validité sera prorogée par tacite reconduction de cinq ans en cinq ans. Chacune des Parties pourra dénoncer le présent Traité à tout moment en adressant à l'autre Partie par voie diplomatique une notification écrite de dénonciation. La dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de ladite notification.

Fait à Paris, le 21 janvier 1994, en deux exemplaires, chacun en langue française et en langue géorgienne, les deux textes faisant également foi.

Pour la République française :
Le Président de la République,
FRANÇOIS MITTERRAND

Le Premier Ministre,
EDOUARD BALLADUR

Le Ministre des Affaires étrangères,
ALAIN JUPPÉ

Pour la République de Géorgie :
Le Président du Parlement,
Chef de l'État,
EDOUARD CHEVARDNADZE

[GEORGIAN TEXT — TEXTE GÉORGIEN]

ხ ე ლ შ ე კ რ უ ლ ე ბ ა

საფრანგეთის რესპუბლიკასა და საქართველოს რესპუბლიკას შორის
ურთიერთგაგებებს, მეგობრობისა და თანამშრომლობის შესახებ

საფრანგეთის რესპუბლიკა და საქართველოს რესპუბლიკა,
შემდგომში მხარეებად წოდებულნი:

აღებენ რა მტკაცუნ ვადაწყვეტილებას განაწილონ
თანამშრომლობა და მეგობრული ურთიერთობება

დარწმუნებულნი ამის აუცილებლობაში რომ თავანთი
ურთიერთობები დააფუძნონ ნდობის, თავისუფლების საყოველთაოდ
აღიარებული ღირებულებების, დემოკრატიისა და სამართლიანობის
პრინციპებზე;

ხცნობენ რა ხაერთაშორისი ხამართლის უზენაესობას ქვეყნებს
შორის ურთიერთობებში

უკრძობიან რა ვაერო-ხ წესდების მიზნებსა და პრინციპებს;

ადასტურებენ ევროპაში უშიშრობებსა და თანამშრომლობის
თაობის დასკვნითი აქტის და ახალი ევროპისათვის პარიზის ქარტიის
სულთქვერთი აღებულ ღაღებულებებს;

დარწმუნებულნი არიან, რომ ორი ქვეყნის თანამშრომლობის
შობაგალი მქადარდაა დაკავშირებული ევროპისა და აზიაში მშენდობის,
უხაფრთხობისა და ხტამდურობის განმტკაცუბასთან;

თავადისწინებენ რა ევროპის კავშირის მშენებლობისა და მის
მნიშენდობის მშენდობისა და სოლიდარული ევროპის ჩამოყალიბების
საქმეში

შეთანხმდნენ შემდგომზე

მუხლი I

საფრანგეთის რესპუბლიკა და საქართველოს რესპუბლიკა
გაღებულებას აღებენ განაწილონ თანამშრომლობა ურთიერთნდობისა
და თანამშრომლო ინტერესების საფუძველზე

მხარეები ხელს უწყობენ ფრანგ და ქართველ ხაღებებს შორის
ურთიერთგაგებებსა და მეგობრობის შემდგომ გადრმაგებებს

ამ ხელშეკრულებას დებულებების განხორციელების მიზნით, საქართვებს შემთხვევაში მხარეები დადებენ ახალ შეთანხმებებს.

მუხლი 2

ხაფრანგეთის რესპუბლიკა და საქართველოს რესპუბლიკა თანამშრომლობენ, როგორც ორმხრივ, ასევე მრავალმხრივ ურთიერთობებს ფარგლებში.

ერთგულნი არიან რა დემოკრატიისა და თავისუფლების საყოველთაოდ აღიარებული პრინციპებისა, მხარეები თანამშრომლობენ შესაბამის საერთაშორისო ორგანიზაციებში ადამიანის უფლებების და ძირითად თავისუფლებათა დაცვას ხელშეწყობის სფეროში.

მხარეები მოქმედებენ, რათა თავიდან აიცილონ კონფლიქტები, უზრუნველყონ საერთაშორისო უსაფრთხოება და საერთაშორისო სამართლის უზენაესობა ამ ქვეყნებს შორის ურთიერთობაში.

მუხლი 3

ხაფრანგეთის რესპუბლიკა და საქართველოს რესპუბლიკა აზრთა გაზიარების მიზნით, შესაბამის დონეზე რეგულარულად ატარებენ კონსულტაციებს, როგორც ორმხრივ, ასევე საერთაშორისო პრობლემებს, კერძოდ კი ევროპაში უშიშროებისა და თანამშრომლობის ძირითადი საკითხების დრეგულირება.

ამ სფეროში მხარეები ამოქმედებენ ერთობლივად და შეთანხმებულად, რათა საქართვებს შემთხვევაში მაქსიმალურად დააახლოვონ თავიანთი პოზიციები.

ამ მიზნით, მხარეთა შეთანხმების საფუძველზე მოეწყობა უმაღლესი დონის შეხვედრები საგარეო საჭიეთა მინისტრები, როგორც წესი, ერთმანეთს შეხვედებიან წელიწადში ერთხელ.

საგარეო საჭიეთა ხამინისტრაციების წარმომადგენლებს შორის სამუშაო შეხვედრები მოეწყობა საქართვებს მხედვით.

ორი ხელშეკრული მხარის მთავრობათა წარმომადგენლები საქართვებსდა მხედვით შეხვედებიან ერთმანეთს ორმხრივ ინტერესებს შემცველი საკითხების განახილვლად.

მუხლი 4

თუ ერთ-ერთი მხარის აზრით შეიქმნა სიტუაცია, რომ ხაფრთხე ებუქრება მშვიდობას, არღვევა თუ ან ეჭვის ქვეშ დგას ქვეყნის უხადრობობებს უზნიშვნელოვანესი ინტერესები ამ მხარეს შეუძლია მიმართოს მეორე მხარეს ამ საკითხებთან დაკავშირებით, დაუყოვნებლივ მოეწყოს კონსულტაციები მხარეები შეუცდებლად შექმნილი სიტუაციის დასაძლევად შემუშავონ ერთობლივი მიდგომა.

მუხლი 5

ხაფრანგეთის რესპუბლიკა და ხაჭართგელოს რესპუბლიკა კონსულტაციებს მართავენ ამ საერთაშორისო ორგანიზაციების ფარგლებში, რომელთა წევრებაც არიან, განსაკუთრებით ვაერო-ხ ფარგლებში, რათა, საჭიროების შემთხვევაში დააახლოვონ პოზიციები და უზრუნველყონ ამ ორგანიზაციის სფეროში მიღებული გადაწყვეტილებების მაქსიმალურად უფექტური განხორციელება.

მუხლი 6

ხაფრანგეთის რესპუბლიკა გადადებულებას იღებს ხელი შეუწყოს ხაჭართგელოს რესპუბლიკასა და ევროკავშირთან ურთიერთობების სტრუქტურებს შორის ურთიერთობების განვითარებას. გადადებულებები, რომლებსაც იღებს ხაფრანგეთის რესპუბლიკა ხაჭართგელოს რესპუბლიკასთან ორმხრივი შეთანხმების მიხედვით არ ეწინააღმდეგება ევროკავშირთან ურთიერთობების სტრუქტურების უფლებამოსილებებს, აგრეთვე მათი ინსტიტუტების მიერ მიღებულ გადაწყვეტილებებს.

მუხლი 7

ხაფრანგეთის რესპუბლიკა და ხაჭართგელოს რესპუბლიკა მკიდრივ თანამშრომლობენ ევროპაში უშიშროებისა და თანამშრომლობის თათბარის ფარგლებში. მხარეები შეთანხმებულად მოქმედებენ, რათა განამტკიცონ მხის ინსტიტუტები, კერძოდ თრადიციული თვალსაზრისით, რათა

უზრუნველყონ ხტაბლურობა, უსაფრთხოება და ხამართლიანობა ეგრობის კონტინენტზე.

მხარეები განსაკუთრებით შეუწყობენ ხელს ისეთი პრინციპების მიღებას, რომლებიც დადებით როლს შეასრულებენ კონფლიქტების თავიდან აცილების საქმეში.

მხარეები ითანშრომლებენ ერთმანეთთან და ხსცა დაინტერესებულ სახელმწიფოებთან ეგროპაში უსაფრთხოების ხელშეკრულების დადების მიზნით.

მუხლი 8

საფრანგეთის რესპუბლიკა დიდ მნიშვნელობას ანიჭებს ეგრობის კავშირის შექმნას, რაც ითვალისწინებს საერთო ხაერეთ და თავდაცვითი პოლიტიკის გატარებას, გააძლიერებს ეგრობის ქვეყნებს შორის თანაშრომლობას და მნიშვნელოვან როლს ითამაშებს ეგროპასა და მთლიანად მთოფლოში ხტაბლურობის განმტკიცების საქმეში.

საქართველო მთლიანად იზიარებს ამ პოზიციას.

მუხლი 9

საფრანგეთის რესპუბლიკა და საქართველოს რესპუბლიკა ხაზს უსვამენ განიარაღების შესახებ შეთანხმებათა მნიშვნელობას ეგრობისა და საერთაშორისო უსაფრთხოებისათვის, მხარს უჭერენ ეგროპაში უშიშროებისა და თანაშრომლობის თათბრის, განსაკუთრებით უშიშროების ფორუმის ფარგლებში განიარაღების პროცესს, ურთიერთინდობისა და უშიშროების განმტკიცებას, კოფლიქტების თავიდან აცილებას.

მხარეები განსაკუთრებულ მნიშვნელობას ანიჭებენ ისეთი ზომების მიღებას, რომელთა მიზანია მასობრივი განადგურების იარაღის გაუგრაცლებლობა, ჩვეულებრივი შეიარაღების შეზღუდვა და ამ მიზნით შეთანხმებული მოქმედება საერთაშორისო თრგანიზაციებში.

საფრანგეთის რესპუბლიკა კმაყოფილებით შეხვდა საქართველოს რესპუბლიკის გადაწყვეტილებას აყთხ ბროფული იარაღისაგან თავისუფალი ქვეყანა.

მუხლი 10

საფრანგეთის რესპუბლიკა და საქართველოს რესპუბლიკა აცითარებენ და აღრმაგებენ კონტაქტებს ხაშედრო ხეყოში ამ მიზნით

მხარეება რეგულარულად აწარმოებენ აზრთა ვაცვლას თავიანთი თავდაცვითი კონცეფციების შესახებ.

მხარეება ხელს უწყობენ ურთიერთობის განვითარებას საგარეო და თავდაცვის სამინისტროებს შორის, აგრეთვე ორი ხაზულმწიფოს შეპარაღებული ძალების გენერალურ შტაბებს შორის.

მუხლი 11

საქართველოს რესპუბლიკა და საფრანგეთის რესპუბლიკა განხატურებულ ყურადღებას ანიჭებენ თანამშრომლობას სოფლის მეურნეობის ენერგეტიკასა და სამეცნიერო კვლევით დარგებში.

მუხლი 12

საქართველოს რესპუბლიკა და საფრანგეთის რესპუბლიკა აფთარებენ თანამშრომლობას ეკონომიკური და სოციალური სფეროში კადრებს მომზადებას საქმეში თითოეული მხარე ცდილობს თავის ტვირთთანავე გააუმჯობესოს მეორე მხარის საწარმოებისათვის სამუშაო პირობები, განხატურებით პარდაპირი ინგუბტაციებისა და კამიტადამბანდებათა დაცვის მიზნით.

მხარეება ხელს უწყობენ ეკონომიკური ინფორმაციის ფართო ვაცვლას და უზრუნველყოფენ ამ ინფორმაციის მიწოდებას ორი ქვეყნის საქმიანი და სამეცნიერო წრეების წარმომადგენელთათვის. საფრანგეთის რესპუბლიკა შეზღუბებისდაგარადა აღმოუჩენს ტექნიკურ დახმარებას საქართველოს რესპუბლიკას კადრებს მისამზადებლად საბაზრო ეკონომიკაზე გადასვლის ხელშეწყობის მიზნით.

მუხლი 13

საქართველოს რესპუბლიკა და საფრანგეთის რესპუბლიკა ხელს უწყობენ ორი სახელმწიფოს პარდაპირტების თანამშრომლობას.

მუხლი 14

საფრანგეთის რესპუბლიკა და საქართველოს რესპუბლიკა აფთხარებენ პირდაპირ კავშირებს ორი ქვეყნის ქალაქებსა და რეგიონებს შორის, კერძოდ ახდენენ ქალაქებს შორის დაძმობილებას ამ ხელშეკრულების დებულებათა გათვალისწინებით.

შარეუბა ხელს შეუწყობენ ორი ქვეყნის პოლიტიკურ, სოციალურ და პროფესიონალ ორგანიზაციებს შორის ურთიერთობას.

მუხლი 15

საფრანგეთის რესპუბლიკა და საქართველოს რესპუბლიკა აფთხარებენ თანამშრომლობის განათლებას, კულტურას, მეცნიერებასა და ტექნიკის სფეროში.

შარეუბა ხელს უწყობენ ორივე სახელმწიფოში კულტურული დაწესებულებების დაარსებას, თითოეული შარე შევცდება უკეთესად გააცნოს მოსახლეობას მეორე შარის მეცნიერული, ტექნიკური და კულტურული მიღწევები ამ მიზნით, გააადგილებს მეორე შარის დიიტრატურის და პრესის მიწოდებასა და გაფრკვევებს.

თითოეული შარე ცდილობს ყველა დაინტერესებულ პარს საშუალება მიეცეს შესწავლის მეორე შარის ენა, კულტურა, დიიტრატურა და ისტორია.

საფრანგეთის რესპუბლიკის და საქართველოს რესპუბლიკის ხაღბებს შორის ურთიერთგაცნობის მიზნით, შარეუბა აფთხარებენ თანამშრომლობის ინფორმაციის საშუალებათა სფეროში.

შარეუბა ხელს უწყობენ ორი სახელმწიფოს მოქალაქეთა შორის კავშირების დამყარებას, განსაკუთრებით ახალგაზრდებს შორის.

შარეუბა აგრეთვე აფთხარებენ თანამშრომლობის სპორტისა და ტურაზმის სფეროში. შარეუბა შეიმუშავებენ ერთობლივ პროგრამებს, რომლებიც განსაზღვრავენ თანამშრომლობისა და ურთიერთგაცვლის პრაიდიტრულ მიმართულებებს კულტურის, მეცნიერებასა და ტექნიკის სფეროში და ადგენენ კონკრეტულ ღონისძიებებს მათი განხორციელებათვის, ხელს შეუწყობენ უნივერსიტეტებს, უმაღლესი განათლების სხვა დაწესებულებებს, სამეცნიერო კვლევით ცენტრებს, კულტურის დაწესებულებებსა და სხვა შესაბამის უწყებებს შორის პირდაპირი კავშირების დამყარებას.

მუხლი 16

საფრანგეთის რესპუბლიკა და საქართველოს რესპუბლიკა, ოთგაღისწინებენ რა გარემოს დაცვის მნიშვნელობას, მჭიდროდ თანამშრომლობენ ამ ხეჯროში და გალდებულვებს იღებენ ხელი შუეწყონ შეთანხმებულ ურთიერთშედეგებს ევროპისა და მსოფლიოს მასშტაბით.

მუხლი 17

საფრანგეთის რესპუბლიკა და საქართველოს რესპუბლიკა მჭიდროდ თანამშრომლობენ საკონხული ხეჯროში მხარეები ქმნიან შესაბამის ბარობებს ამ ორი ხანვლიმწიფის მოქალაქეებს შორის მამოსგლის ხელშეწყობის მიზნით.

მუხლი 18

საფრანგეთის რესპუბლიკა და საქართველოს რესპუბლიკა ხელს უწყობენ ორი ხანვლიმწიფის სამართადამცავ დაწესებულვებს შორის თანამშრომლობას, განსაკუთრებით ურთიერთდამხარვებს ხამოქალაქო სამართლის ხეჯროში.

მხარეები უწყვიან თანამშრომლობის ინტერპოლის სისტემაში ხანოუადიებრივი წესრიგის დამცველ დაწესებულვებს შორის; ერთობლივად იბრძვიან ორგანიზებულ დამნაშაგეობის, ნარკოტიკებისა და კონტრაბანდის, მათ შორის ხელიგნების ნიუშების უკანონოდ გატანის წინააღმდეგ; აღრმაგებენ თანამშრომლობას სავრთაშორისო ტერორიზმთან ბრძოლაში.

მუხლი 19

საფრანგეთის რესპუბლიკა და საქართველოს რესპუბლიკა თანამშრომლობენ პუმიანტარული დამხარვების ხეჯროში და ხელს უწყობენ უფლებამოსილ დაწესებულვებს შორის შესაბამისი კავშირების დამყარვბას.

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

TREATY OF UNDERSTANDING, FRIENDSHIP AND COOPERATION
BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE REPUBLIC OF
GEORGIA

The French Republic and the Republic of Georgia,
Determined to develop a relationship of friendship and cooperation,
Convinced of the need to base their relations on trust and respect for the universal values of liberty, democracy and justice,
Recognizing the primacy of international law in relations between States,
Basing themselves on the purposes and principles of the Charter of the United Nations,
Confirming the commitments they have made under the Final Act of the Conference on Security and Cooperation in Europe and the Charter of Paris for a New Europe,
Aware that the future of relations between the two States is inextricably linked to the strengthening of peace, security and stability in Europe and Asia,
Taking into account the establishment of the European Union and its contribution to the building of a peaceful and united Europe,
Have agreed as follows:

Article 1

The French Republic and the Republic of Georgia undertake to develop with each other, in all areas, a relationship of cooperation based on mutual trust and common interest. They shall promote understanding and friendship between the French and Georgian peoples.

The two Parties shall conclude other agreements, as necessary, in order to implement the provisions of this Treaty.

Article 2

The French Republic and the Republic of Georgia shall implement their cooperation at both the bilateral and multilateral levels.

Attached to the universal values of freedom and democracy, they shall cooperate in the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms, in particular within the competent international organizations.

They shall combine their efforts with a view to ensuring international security, preventing conflicts and guaranteeing the primacy of international law in relations between States.

Article 3

The French Republic and the Republic of Georgia shall hold regular consultations at the appropriate levels for the purpose of exchanging views on their bilateral relations and on international problems of common interest, in particular basic issues relating to security and cooperation in Europe.

The Parties shall endeavour to harmonize their positions in these areas as far as possible and, when they deem it necessary, shall take joint or concerted action.

To that end, meetings at the highest level shall be organized by agreement between the Parties. Their Ministers for Foreign Affairs shall meet at least once a year.

Working meetings between representatives of the Ministries of Foreign Affairs of the two States shall be held as necessary.

Other members of the Governments of the two States shall meet as necessary to address matters of common interest.

Article 4

In the event that a situation should arise which, in the opinion of one of the Parties, would create a threat to peace or a breach of the peace or would affect its major security interests, that Party may make a request to the other Party that consultations should be held between them on the matter without delay. The Parties shall endeavour to adopt a common position on the means to remedy the situation.

Article 5

The French Republic and the Republic of Georgia shall consult each other within the international organizations of which they are members, in particular the United Nations, with a view to harmonizing their positions as far as possible, when they deem it necessary, and ensuring the greatest possible efficiency in the implementation of the decisions taken in that context.

Article 6

The French Republic undertakes to promote the development of ties between the Republic of Georgia and the European Communities.

The commitments undertaken by the French Republic in bilateral agreements with the Republic of Georgia shall not conflict with the competency of the European Communities or the provisions adopted by their institutions.

Article 7

The French Republic and the Republic of Georgia shall cooperate closely in the context of the Conference on Security and Cooperation in Europe. The Parties shall take con-

certed action to strengthen its institutions, particularly in the legal area, in order to guarantee stability, security and the rule of law on the European continent.

In particular, they shall promote the adoption of principles that will contribute to the prevention of conflicts.

The Parties shall cooperate with each other and with other States concerned with a view to the conclusion of a treaty on European security.

Article 8

The French Republic emphasizes the importance of building the European Union, which requires the implementation of a common foreign and security policy, will help to strengthen cooperation among European States and will make an essential contribution to the stability of the continent and the entire world. The Republic of Georgia takes note of this.

Article 9

The French Republic and the Republic of Georgia, emphasizing the decisive contribution made by disarmament agreements to European and international security, shall, within the Conference on Security and Cooperation in Europe and, in particular, in the context of the Security Forum, support the process of disarmament, confidence-building, strengthening of security and conflict prevention.

The Parties attach particular importance to measures intended to avoid the proliferation of weapons of mass destruction and to the effective control of conventional weapons and shall take concerted action towards that end in international bodies.

The French Republic notes with satisfaction the decision of the Republic of Georgia to be a non-nuclear-weapon State.

Article 10

The French Republic and the Republic of Georgia shall develop and expand their contacts in the military sphere. To that end, the Parties shall hold regular exchanges of views on their concepts of defence.

They shall encourage contacts between their Ministries of Foreign Affairs and Ministries of Defence, and between the General Staffs of the armies of the two States.

Article 11

The French Republic and the Republic of Georgia shall accord special priority to the development of cooperation between them in the fields of agriculture, energy for civilian purposes and research.

Article 12

The French Republic and the Republic of Georgia shall develop cooperation in the training of participants in economic and social life.

Each Party shall endeavour to improve the conditions in its territory for the activities of companies of the other Party, in particular in the areas of direct investment and the protection of invested capital.

The Parties shall promote the broadest possible exchange of economic information and shall guarantee businessmen and scientists of the two countries access thereto.

The French Republic shall, to the extent possible, provide technical assistance to the Republic of Georgia in the training of the economic managers who are to promote the development of a market economy.

Article 13

The French Republic and the Republic of Georgia shall promote cooperation between the parliaments of the two States.

Article 14

The Parties shall encourage direct ties between cities and regions of the two countries, especially the twinning of towns, in accordance with the provisions of this Treaty.

The Parties shall facilitate cooperation between the political, social and trade union organizations of the two countries.

Article 15

The French Republic and the Republic of Georgia shall strengthen their cooperation in the fields of education, culture, science and technology.

The Parties shall encourage the creation of cultural establishments in the two States.

Each Party shall endeavour to raise awareness among its people of the scientific, technological and cultural achievements of the other Party, and, to that end, shall, inter alia, facilitate the dissemination of the other Party's books and publications.

The Parties shall endeavour to give all those interested an opportunity to study the language, culture, literature and history of the other Party.

In order to ensure greater understanding between the peoples of the French Republic and the Republic of Georgia, the Parties shall develop their cooperation with regard to the media.

The Parties shall encourage contacts between nationals of the two States, particularly between French and Georgian youth.

They shall also encourage cooperation in the fields of sports and tourism.

The Parties shall contribute to the drawing up of joint programmes setting the priorities for their cooperation and exchanges in the fields of culture, science and technology and de-

fining the practical modalities for their implementation with the participation of the competent administrations of the two countries. The Parties shall promote direct contacts between universities, colleges, research centres and cultural institutions of the two States.

Article 16

The French Republic and the Republic of Georgia, aware of the importance of environmental protection, shall cooperate closely in that field and undertake to promote the development of concerted action at the European and international levels.

Article 17

The French Republic and the Republic of Georgia shall expand their cooperation in the consular field.

The Parties shall establish appropriate conditions to facilitate the movement of their nationals between the two States.

Article 18

The French Republic and the Republic of Georgia shall promote cooperation between the judicial institutions of the two States, particularly in the area of mutual assistance in civil matters.

The Parties shall organize cooperation between agencies responsible for public security, particularly within the International Criminal Police Organization (Interpol), to combat organized crime, illicit drug trafficking and smuggling, including illicit trafficking in works of art. They shall endeavour to establish appropriate cooperation to combat international terrorism.

Article 19

The French Republic and the Republic of Georgia shall engage in cooperation in the humanitarian sphere, particularly by encouraging contacts between the competent bodies.

Article 20

The provisions of this Treaty shall in no way affect the obligations entered into by the Parties with regard to third States and are not directed against any such State.

Article 21

This Treaty shall be subject to ratification and shall enter into force thirty days after the exchange of the instruments of ratification.

This Treaty is concluded for a period of ten years. It shall be automatically extended for successive five-year periods. Either Party may denounce this Treaty at any time by

sending written notification thereof to the other Party through the diplomatic channel. The denunciation shall take effect six months after the date of receipt of such notification.

Done at Paris on 21 January 1994, in duplicate in the French and Georgian languages, both texts being equally authentic.

For the French Republic:
President of the French Republic
FRANÇOIS MITTERRAND

Prime Minister
EDOUARD BALLADUR

Minister for Foreign Affairs
ALAIN JUPPÉ

For the Republic of Georgia:
Chairman of Parliament
Head of State
EDOUARD CHEVARDNADZE

